



EAU D'AZUR

CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU 14 JANVIER 2026

DELIBERATION N°11/2026 : DELEGATIONS AU DIRECTEUR GENERAL

L'an deux mille vingt-six, le mercredi quatorze janvier, le conseil d'administration de EAU d'AZUR, dûment convoqué le 11 décembre 2025, s'est rassemblé bâtiment Aérople, entrée B, 3^{ème} étage, Arenas à Nice sous la présidence de Monsieur Hervé PAUL, président du conseil d'administration.

La séance est ouverte à 9h02.

Jean-François CRISTINI, désigné secrétaire de séance, effectue l'appel nominal.

Membres du conseil d'administration, issus du conseil métropolitain :

Xavier BECK, excusé, pouvoir à Jean-François DIETERICH
Yannick BERNARD, excusé
Bruno BETTATI, excusé, pouvoir à Corinne GUIDON
Paul BURRO, présent
Julie CHARLES, excusée, pouvoir à Edmond MARI
Richard CHEMLA, excusé
Stéphane CHERKI, excusé, pouvoir à Antoine VERAN
Valérie DELPECH, présente
Patricia DEMAS, excusée, pouvoir à Jean-Claude MARTIN
Jean-François DIETERICH, présent
Dominique ESTROSI-SASSONE, excusée, pouvoir à Hervé PAUL
Hélène GRANOUILAC, excusée
Corinne GUIDON, présente
Danielle HEBERT, présente
Gérard MANFREDI, excusé, pouvoir donné à Danielle HEBERT
Edmond MARI, présent
Roger MARIA, excusé
Jean-Claude MARTIN, présent
Martine MARTINON, excusée
Hervé PAUL, présent
Roger ROUX, excusé
Gérard STEPPEL, présent
Jean THAON, excusé
Christophe TROJANI, excusé, pouvoir donné à Gérard STEPPEL
Antoine VERAN, présent

Membre du conseil d'administration, représentant du personnel :

Jean-François CRISTINI, présent

Membre du conseil d'administration, représentant des usagers :

Manuel DIETRICH, excusé

Membre du conseil d'administration, personnalité qualifiée :

Emmanuel TRIC, excusé, pouvoir donné à Jean-François CRISTINI

Le conseil d'administration réuni,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°20.4 du conseil métropolitain du 21 juin 2013 portant création d'une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière pour l'exploitation du service de l'eau potable sur les communes de Nice, Beaulieu-sur-Mer, Cap d'Ail, Eze et Villefranche-sur-Mer, dénommée « EAU d'AZUR »,

VU les délibérations du conseil métropolitain portant extension du périmètre d'activités de EAU d'AZUR :

- n° 27.1 en date du 15 décembre 2014,
- n° 27.1 en date du 30 septembre 2016,
- n° 27.2 en date du 18 novembre 2016,
- n°26.3 en date du 22 mars 2019,
- n°10.2 en date du 31 mai 2021,

VU la délibération n°0.1 du bureau métropolitain du 23 juillet 2020 portant désignation des membres du conseil d'administration de EAU d'AZUR ainsi que les délibérations du bureau métropolitain n°1.1 du 27 mars 2023 et n°1.1 du 11 décembre 2023 ayant modifié cette désignation,

VU la délibération n°0.6 du conseil métropolitain du 19 juillet 2024 portant délégation d'attributions au bureau métropolitain en vertu de l'article L5211-10 du code général des collectivités territoriales,

VU la délibération n°10.3 du bureau métropolitain en date du 5 décembre 2025, désignant Monsieur Grégory SAUNIER, en qualité de Directeur Général EAU d'AZUR à compter du 2 février 2026,

VU les statuts de EAU d'AZUR et notamment l'article 5.2,

CONSIDERANT que le Directeur Général est le représentant légal de EAU d'AZUR,

CONSIDERANT que l'article 5.2 des statuts de EAU d'AZUR prévoit que « *Le Directeur assure le fonctionnement de la régie sous l'autorité et le contrôle du Président du conseil d'administration* » et qu'à ce titre des pouvoirs peuvent lui être délégués par le conseil d'administration,

CONSIDERANT que le Directeur Général doit disposer des pouvoirs lui permettant d'exercer cette fonction,

CONSIDERANT qu'il n'est pas possible que le Directeur Général exerce cette fonction sans délégation de pouvoirs,

APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE

1°/ DECIDE de déléguer à Monsieur Gregory SAUNIER, Directeur Général de EAU d'AZUR, à compter du 2 février 2026 et pour la durée de ses fonctions, les attributions suivantes :

a) **En matière contractuelle :**

- ~~Assurer la passation des marchés~~ publics quelle que soit la procédure mise en œuvre, signer et exécuter lesdits marchés ainsi que leurs avenants,
- Signer tous avenants de transfert de marchés au bénéfice de EAU d'AZUR, que ce transfert soit total ou partiel,
- Conclure toutes conventions constitutives de groupements de commandes, ou tous contrats mixtes, ainsi que leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget, ainsi que l'adhésion à des centrales d'achat,
- Conclure toutes conventions de coopération telles que prévues à l'article L2511-6 du code de la commande publique, ainsi que leurs avenants,
- Conclure toutes conventions d'individualisation des compteurs d'eau dans les immeubles collectifs sur le périmètre de EAU d'AZUR,
- Conclure tous contrats et leurs avenants éventuels relatifs à la vente d'énergie produite à partir d'ouvrages de EAU d'AZUR et accomplir toutes les formalités correspondantes, notamment pour les transferts d'obligations d'achat,
- Conclure toutes conventions de partenariat et leurs avenants éventuels, quel qu'en soit l'objet, n'impliquant pas de dépenses ou dans la limite d'un engagement financier global de EAU d'AZUR de 90.000 € HT,
- Conclure tout protocole transactionnel dont le montant n'excède pas 90.000 € pour une même affaire,
- Conclure toutes conventions ou protocoles d'accords, ainsi que leurs avenants, concernant notamment les autorisations de passage ou de travaux en terrain privé, les nuisances découlant des activités de EAU d'AZUR, et notamment celles obligeant les abonnés à restructurer leurs branchements, ainsi que toutes servitudes, à titre gratuit ou assortis d'une indemnité, dans la limite de 90.000 € par convention, protocole d'accord ou servitude,
- Conclure tous contrats de location ou de mise à disposition de biens immobiliers ou mobiliers ainsi que leurs avenants éventuels pour une durée n'excédant pas 12 ans,
- Conclure tous contrats de vente de biens mobiliers économiquement non réparables ou dont EAU d'AZUR n'a plus l'usage, à un prix ne pouvant être inférieur à leur valeur résiduelle et dans la limite de 4.600 € HT par bien,
- Répondre à tous appels à projet quelle qu'en soit la nature et d'une manière générale solliciter toutes subventions susceptibles d'être octroyées à EAU d'AZUR auprès des collectivités publiques et d'organismes divers et signer toutes conventions afférentes ainsi que leurs avenants éventuels,
- Conclure toutes conventions de délégation de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage unique ainsi que leurs avenants éventuels,
- Conclure toutes conventions de projet urbain partenarial (PUP), ainsi que leurs avenants, aux termes desquelles EAU d'AZUR bénéficiera d'une participation du constructeur aux travaux d'extension et/ou de renouvellement du réseau public d'eau potable et du réseau public d'assainissement à réaliser du fait du projet de construction,

- Conclure toutes conventions de reversement de redevances perçues par EAU d'AZUR pour le compte de tiers, notamment l'Agence de l'eau, ainsi que leurs avenants,
- Conclure toutes conventions, avenants ou autorisations concernant le déversement des eaux usées dans le réseau public d'assainissement,
- Conclure toutes conventions et avenants concernant le dépotage, par des entreprises agréées, dans les stations d'épuration sur le territoire de la Métropole Nice Côte d'Azur à l'exception de la station d'épuration de Cagnes-sur-Mer,
- Conclure toutes conventions et avenants pour la réalisation de prestations, telles que prélèvements ou analyses, devant être réalisées par l'ODD,
- Conclure toutes conventions et leurs avenants éventuels, quel qu'en soit le domaine, n'impliquant pas de dépenses ou dans la limite d'un engagement financier global de EAU d'AZUR de 90.000 € HT,

b) En matière de sinistres :

- Indemniser les personnes physiques ou morales victimes de dommages dont EAU d'AZUR est responsable, dans la limite des franchises de ses contrats d'assurances,
- Accepter toutes indemnités émanant d'assureurs ou de tiers responsables pour les dommages causés aux biens de EAU d'AZUR,

c) En matière de propriété intellectuelle :

Déposer toutes marques, tous brevets, dessins et modèles ou enveloppes Soleau auprès de l'INPI et déposer tous noms de domaines,

d) En matière foncière :

- Procéder à toutes acquisitions de biens immobiliers nécessaires à l'exploitation du service public de l'eau potable et de l'assainissement, à titre gracieux ou pour un montant maximum hors frais notariés de 90.000 €,
- Conclure toutes conventions et leurs avenants éventuels ou délivrer toutes autorisations ayant trait à l'occupation temporaire des biens immobiliers affectés à ou propriété de EAU d'AZUR et fixer le montant des redevances correspondantes,
- Authentifier et recevoir les actes établis en la forme authentique notamment pour les acquisitions, ventes, servitudes, bornage, arpentage et plans de divisions,

e) En matière de procédures administratives :

- ~~Signer et déposer toutes déclarations~~ Signer et déposer toutes déclarations ou demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exercice des activités dévolues à EAU d'AZUR et notamment les déclarations préalables de travaux, les déclarations d'utilité publique, les dossiers de demande de permis de démolir, de construire, d'autorisation de défrichement, les dossiers d'enquête publique, d'étude d'impact, d'installations classées, d'autorisation d'occupation temporaire de la voie publique, les dossiers loi sur l'eau et autorisation de filières, les servitudes d'utilité publique ainsi que toutes les pièces afférentes,
- Après avoir saisi la direction de l'Immobilier de l'Etat, engager toute procédure d'expropriation nécessaires à l'exercice des activités dévolues à EAU d'AZUR, notamment dans le cadre des dossiers de déclaration d'utilité publique, et procéder au règlement des indemnités en découlant dans la limite de 90.000 €,

f) En matière comptable :

- Créer les régies comptables d'avances et de recettes nécessaires au fonctionnement des services de EAU d'AZUR,
- Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges,
- Fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, commissaires de justice et experts, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

g) En matière de gestion de la dette, de trésorerie :

En matière d'emprunt et dans la limite des sommes inscrites chaque année au budget :

- Contracter tout emprunt assorti des caractéristiques suivantes :
 - type et durée d'amortissement à court, moyen ou long terme (monnaie libellée en euros ou en devises),
 - taux d'intérêts fixe et/ou indexé (révisable ou variable), et/ou synthétique,
 - taux effectif global (T.E.G.) compatible avec les dispositions légales ou réglementaires applicables en cette matière,
 - souscription par droits de tirages échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement anticipé et de consolidation par la mise en place de tranches d'amortissements, ou/et bénéficiant de différés d'amortissements,
 - souscription avec option de tirage sur ligne de trésorerie,
- Modifier les caractéristiques de tout emprunt touchant :
 - le type, la durée, la périodicité, le différé et le profil de remboursement,
 - la monnaie libellée en euros ou en devises,
 - le type de taux, les options et les index,
- Procéder au remboursement par anticipation total ou partiel de tout emprunt et procéder aux règlements des pénalités,
- Limiter la souscription de contrats d'emprunt complexes à l'indice sous-jacent maximum 3 et à la nature de structures de prêt maximum C conformément à la « Charte de bonne conduite entre les établissements bancaires et les collectivités locales » (Charte GISSLER),

En matière de trésorerie :

Réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum fixé à 5.000.000 euros : souscrire, choisir les index, les tirages et les remboursements répondant aux flux de trésorerie,

h) En matière contentieuse :

- Intenter au nom de EAU d'AZUR les actions en justice et défendre EAU d'AZUR dans les actions intentées contre cette dernière, devant les juridictions de l'ordre administratif ou judiciaire tant en premier ressort qu'en appel ou cassation, en référé ou au fond,
- Déposer toutes plaintes, étant entendu que celles devant donner lieu à consignation de sommes supérieures à 90.000 € doivent faire l'objet d'une délibération du conseil d'administration,
- Agir pour défendre les intérêts de EAU d'AZUR devant les instances en formation non contentieuses dans le cadre de procédure de règlement amiable des litiges,

i) En matière d'exécution et de continuité du service public :

- Prendre tout acte nécessaire au transfert ou à la scission de marchés, contrats ou conventions relatifs aux compétences actuelles et futures de EAU d'AZUR,
- Prendre tout acte nécessaire au transfert ou à la scission d'aides financières relatives aux compétences actuelles et futures de EAU d'AZUR,
- Prendre tout acte nécessaire au transfert ou à la scission de conventions d'occupation des ouvrages du service, relatives aux compétences actuelles et futures de EAU d'AZUR et prendre tout acte nécessaire à la conclusion de nouvelles conventions venant remplacer celles arrivées à leur terme,

j) En matière de recettes :

- Attribuer des dégrèvements aux abonnés en cas de surconsommations accidentelles,
- Admettre en non-valeur les créances devenues irrécouvrables proposées par l'agent comptable dont le solde est d'un montant inférieur ou égal à 60 € HT et dans la limite d'un plafond annuel de 20.000 € HT,

k) Décider des adhésions et renouvellements de EAU d'AZUR à des associations ou à des organismes et procéder, le cas échéant, aux versements des cotisations lorsque les crédits sont ouverts au budget,**l) Effectuer toutes formalités concernant EAU d'AZUR auprès du Greffe du Tribunal du Commerce et des divers organismes sociaux et de retraite et de signer tous documents afférents,**

AR Prefecture

006-802630608-20260114-11_2026-DE
Reçu le 14/01/2026

- m) Effectuer toutes déclarations auprès de la CNIL,
- n) Signer les ordres de mission pour mandats spéciaux au bénéfice du Président du Conseil d'administration,

2°/ AUTORISE le Directeur Général à signer tous les documents afférents à l'exécution des délégations précitées,

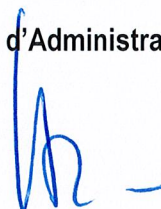
3°/ AUTORISE le Directeur Général à déléguer, sous sa responsabilité et sa surveillance, une partie des attributions ci-dessus énumérées pour les montants et les domaines qu'il avisera,

4°/ PREND ACTE que le Directeur Général rendra compte, lors de chaque réunion du conseil d'administration, des décisions prises en application de la présente délibération.

VOTES :

Pour : 20
Contre : 0
Abstention : 0

Le Président du Conseil d'Administration



Hervé PAUL